

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

août 2014

globule
rouge
INFO

LOI SANTÉ ? DE VRAIES ALTERNATIVES EXISTENT !

Depuis 2012, le ministère renvoie systématiquement les multiples demandes à la loi Santé. Elle est maintenant connue dans une forme projet dont le débat parlementaire n'est annoncé que début 2015... ce qui veut dire que la mise en œuvre de cette loi ne sera pas avant une année encore. C'est autant de temps supplémentaire pour que la loi « HPST » continue de faire reculer le service public.

Le texte présenté contient de vrais dangers pour le service public et des reculs démocratiques. Il ne tourne pas la page des lois de

droite actuellement en œuvre mais ne poursuit la même logique. Il n'est pas une alternative.

En l'état, il n'y a rien de bon à en attendre... Les opéra-

tions de communication de la ministre n'y changeront rien. C'est une mauvaise loi.

D'autant que le Plan Valls des 50 milliards d'économies, dont plus de 25 sur la protection sociale, est en œuvre.

Une organisation de la santé axée sur le service public, promouvant la prévention, articulante des actions concrètes sur l'alimentation, sur le logement, sur

la santé au travail, structurée par une démocratie sanitaire réelle est possible. C'est légitime de porter un projet novateur. Il n'y a pas de fatalité à gérer l'austérité !

Un projet de santé progressiste nécessite la reconquête de la sécurité sociale. Son caractère universel est fondateur du caractère solidaire de la protection sociale telle qu'inventée par Ambroise Croizat.

Oui, un projet progressiste de santé et une protection sociale solidaire renforcée, c'est possible et c'est urgent ! Ce sont des choix de gauche, vraiment !

Jean-Luc Gibelin
animateur de la commission
Santé/protection sociale

Université
d'été du PCF
la commission
sera présente
dans **trois ateliers**
et diffusera le livre :

**Aux sources
de la démocratie sanitaire**
de Paul Cesbron



POINT D'ÉTAPE DU FRONT DE GAUCHE THÉMATIQUE SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE

Le Front thématique a une activité en continu depuis le début 2013. Avec des réunions régulières toutes les deux ou trois semaines, le collectif d'animation est constitué de toutes les organisations du Front de gauche dont quatre camarades de la commission Santé du PCF.

Le collectif a structuré son activité fin 2013/premier semestre 2014, autour de l'idée d'une initiative en juin 2014.

Durant 6 mois, le collectif a travaillé à débattre, écrire, co-écrire et valider plusieurs textes donnant à voir des positions consensuelles :

la politique familiale, l'organisation du système de soins, le financement de l'hôpital, le 100% et le financement de la Sécu.

Ces textes ont été envoyés à nos « réseaux naturels » pour la rencontre du 14 juin, dont la participation très modeste n'a pas permis une confrontation aussi pertinente que nous le souhaitons.

Dans la période, nous considérons indispensable de nous situer dans une perspective offensive pour la bataille à mener contre la loi de santé publique, celle de la réforme des collectivités locales, celle des 50 milliards d'économies dont plus de 25 seront au détriment de la santé et de la protection sociale, celle de la perte d'autonomies, la place de la psychiatrie respectueuse du sujet, etc.

Le Front thématique sera présent à la journée du 6 septembre du Front de gauche pour porter ces exigences et ce projet.



SÉCURITÉ SOCIALE, LOI SANTÉ la bataille s'impose !

La loi annoncée depuis le début du quinquennat rentre dans la phase de concrétisation. Le gouvernement communique mais la réalité est terrible ! C'est le service minimum pour le progrès social et les menaces comme programme. Le service public est sacrifié sur l'autel de l'austérité et de la mise en concurrence. Ce projet, en l'état, n'est pas une rupture par rapport aux lois de droite précédentes.

La sécurité sociale et la protection sociale sont attaquées frontalement par le plan Valls des 50 milliards. Plus de la moitié sera ponctionnée sur la protection sociale. Le gouvernement est totalement

muet sur la manière de compenser par exemple les 30 milliards d'exonération patronale pour la politique familiale. La gauche, avec un ministre communiste, avait créé la sécurité sociale en 1946.

Il n'est pas question de baisser les bras, d'accepter ces reculs sociaux.

Une alternative réellement de gauche est possible.

Les communistes sont et seront au cœur des rassemblements les plus larges pour défendre et moderniser la sécurité sociale, pour s'opposer à la loi santé.

GIRONDE

FORMATIONS SANTÉ

La commission Santé de Gironde a décidé de proposer dès la rentrée de septembre des formations « itinérantes » sur la santé aux militant-e-s communistes du département.

Aller vers les militant-e-s dans tous les territoires de Gironde, adapter les formations aux réalités de terrain, aux attentes des camarades, tel est le but de cette initiative dont le thème général sera : **Comment aborder la politique de santé avec les citoyen-ne-s ?**

Plusieurs réflexions sont à l'origine de cette proposition faite à la fédération de Gironde.

Au sein de notre commission départementale Santé, nous avons constaté qu'il y a une attente d'informations des camarades, que les outils mis à leur disposition ne sont pas toujours lisibles par le plus grand nombre et qu'il était indispensable de partager nos savoirs pour permettre à un maximum de militant-e-s de s'en emparer et d'en débattre.

Ces réflexions ont été enrichies par celles émanant de la journée d'étude organisée par la fédération le

28 juin sur notre activité politique avec, parmi d'autres pistes, le besoin de formation et du travail en réseau des sections.

La « santé », elle revient très souvent dans les conversations car elle est considérée comme un bien précieux par nos concitoyens et donner à nos camarades la capacité d'argumenter autour de nos propositions voilà l'enjeu de ces formations.

Mais pas seulement. Tous les communistes sont, comme tous les citoyens, des usagers de la santé, certain-e-s sont aussi des professionnel-le-s, c'est pourquoi notre ambition avec ces formations est également un enrichissement collectif de nos propositions.

Enfin, parler de la santé, c'est aussi aborder la « malbouffe », le « mal-logement », l'école, le travail, le chômage et la précarité etc. etc.

C'est une ouverture vers d'autres débats et l'occasion pour nous de proposer un autre projet de société.

Maryse Montangon

parole d'élue

la santé au cœur du débat politique local



par Marie-Annick Benâtre
adjointe à la Santé, la Précarité,
la Grande pauvreté
ville de Nantes

En première ligne devant les difficultés d'accès aux droits et aux soins de ses habitants, miroir des inégalités sociales et territoriales, la ville agit. Mais elle s'engage dans un contexte de fragilisation. Elle le fait, en effet, dans des conditions compliquées avec l'État, qui privilégie une politique budgétaire aux logiques d'austérité mettant en péril un service public de santé de qualité (diminution du nombre de lits à l'hôpital public, disparition des centres de soins ou de santé publics, des centres de médecine sportive, etc.) ; et, avec un budget de la ville dont les économies annoncées doivent être de 4M€ pour 2015.

Malgré cela, **le programme d'actions pour lequel nous avons été élu-e-s marque une volonté politique municipale pour permettre l'accès aux soins pour toutes et tous, et s'attaquer à la précarité, au non recours.**

Ainsi, la ville va accompagner la mise en place de 3 maisons de santé pluridiscipli-

naires. Elle réaffirme le souci de développer une politique de prévention en particulier en direction des enfants et des jeunes, de poursuivre les actions du contrat local de santé notamment sur les problématiques de santé des personnes âgées, de santé sexuelle et relations garçons filles et de santé mentale.

En même temps, nous voulons mettre en place des infrastructures/équipements encourageant les activités physiques (exemple, parcours de santé dans les parcs...) mais aussi développer les hébergements d'urgence.

Dans ce contexte contradictoire, mais déterminée par « le nouveau cap à gauche » que les communistes nantais ont porté dans la campagne des municipales, **ma seule préoccupation sera de construire avec les usagers, associations et différents acteurs publics et privés les réponses à leurs attentes, de lutter contre toute forme de discrimination, de préserver et de développer un service public de qualité.**

LA FIÈVRE MONTE

UN PLAN DANGEREUX POUR LA SANTÉ PUBLIQUE

Sanofi est une Big pharma mondiale aux pouvoirs exorbitants. Elle impacte l'avenir de l'industrie pharmaceutique française.

Sanofi est démantelé pour satisfaire les ambitions financières des actionnaires :

4014 emplois supprimés de 2008 à 2013

8 sites fermés en France, 2 sites vendus avec des conséquences sociales majeures et deux en reconversion drastique.

Sanofi, au chiffre d'affaire de 33 milliards€, au résultat net de 6,8 milliards d'€, 2ème/3ème du CAC 40 en bénéfices, **reçoit de l'argent public à foison pour nourrir le pillage par les actionnaires.**

Le directeur général du groupe a bénéficié de 5 années d'exemption d'impôts en France. Le groupe a perçu des finances publiques en 2013 :

- Crédit d'impôt Recherche : 125,7 millions €
- Crédit d'impôt Compétitivité-Emploi : 11,2 millions € en 2013 (près de 18 en 2014)
- Crédit d'impôt à l'étranger : 1,1 millions €

à Sanofi

- Crédit d'impôt lié au mécénat : 10,6 millions €

- Crédit d'impôt Famille : 1 million €

- Crédit d'impôt Apprentissage : 910 mille €

Alors qu'il ferme plusieurs sites et supprime 2 000 emplois en recherche et aucune embauche de chercheur ni de technicien en 2012 et 2013.

Et la casse continue... Un plan de **suppression de 500 emplois** est mis en œuvre principalement sur le site de Marcy L'Etoile (69).

Et la casse s'accélère... Depuis fin avril, la volonté du groupe est de céder un portefeuille de médicaments matures et des usines. Ces médicaments dit matures sont des médicaments qui ont fait la preuve de leur utilité.

Ce constat, ces faits, nos colères, nos vécus, nos échanges, nos valeurs partagées, nous ont conduit à faire ce livre pour informer, dénoncer, réfléchir, débattre, mettre en commun, agir : Sanofi Big Pharma, l'urgence de la maîtrise sociale. Editions Syllepse.

La santé est en danger, notre sécurité sociale est attaquée, l'argent public est détournée, pillé, nos atouts scientifiques et industriels sont saccagés, la sécurité sanitaire menacée...

Les big pharma ont fait et font chaque jour la preuve de leur nuisance.

Danielle Montel

les cocos dans les collectifs locaux

COLLECTIF DES 39

le 1er novembre meeting de résistance pour poser les bases du renouveau du Secteur

Depuis plus de 4 ans qu'il s'est constitué, le collectif des 39 n'a cessé d'œuvrer contre les dérives d'une psychiatrie sécuritaire et déshumanisée, plus préoccupée de normaliser les populations et les individus au détriment d'une conception du soin centré sur la personne et sa souffrance. Le collectif

milite pour une éthique du soin qui nécessite souvent des suivis au très long cours. Soins où l'engagement relationnel du soignant prime sur la technique et le traitement, sans pour autant s'y opposer.

Cette conception humaniste du soin devient de plus en plus impossible du fait de la toute puissance bureaucratique de la « démarche qualité » et la promotion des « bonnes pratiques » qui entraînent une protocolisation des actes, privilégiant le respect de la procédure au détriment du sens et de la clinique.

Force est de constater que la future « Loi de santé publique » est lourde de menaces. Du Secteur qui a été fondé sur le principe de continuité des soins préventifs, curatifs et de postcure par la même équipe, sur une base territoriale, le

projet de loi ne retient que la notion de territoire, pour en faire un quadrillage de la population. Dans lequel devrait s'organiser le parcours du patient entre psychiatrie (qui ne s'occuperait dorénavant que de la phase aiguë), médecin généraliste (qui assurerait le soin en phase de stabilité) et médicosocial (qui assurerait les éventuels besoins d'hébergement et l'offre d'activités sur la journée).

Les 39 refusent cette régression sanitaire et sociale, fondée sur une approche essentiellement technocratique. Ils appellent tous les acteurs (patients, familles, soignants, syndicats, associations, politiques, citoyens) à résister et réinventer une autre psychiatrie. Une psychiatrie fondée sur la clinique et la reconnaissance éthique du sujet.

Ils organisent un grand meeting, ouvert à toutes et tous, le 1er novembre, à « La maison de l'arbre » à Montreuil, pour unifier tous ceux qui souhaitent résister et posant par là un premier acte de résistance à la mise en place de cette psychiatrie technocratique et bureaucratique.

Le PCF, pour sa part, entend y contribuer en appelant toutes celles et ceux qui ont à cœur « l'Humain d'abord » de relayer cette initiative et d'y participer largement !

Serge Klopp